

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.951

**Plus de 14.000 mobilisés, 1.600 compatriotes tués sur de lointains champs de bataille**

## L'hommage oublié aux Réunionnais victimes de la Grande Guerre

**L**e 1er août 1914, la France lance l'ordre de mobilisation générale. La nouvelle parvient le 4 août à La Réunion. De nombreux jeunes affluent vers la caserne de Saint-Denis pour y répondre. Plus de 14.000 Réunionnais sont mobilisés entre 1914 et 1918, plus de 1.600 meurent sur les champs de bataille, et plus de 7.000 Réunionnais décéderont des suites de la grippe espagnole ramenée par des soldats démobilisés. A l'heure des commémorations, quelle place pour les Réunionnais? La visite du président de la République apparaît donc comme une occasion ratée.

A l'heure des commémorations du centenaire du début de la Première guerre mondiale, l'hommage aux Réunionnais victimes de ce conflit est oublié. Certes, le président de la République déposera une gerbe au Monument aux Morts de Saint-Denis aujourd'hui, mais beaucoup pensent que la mémoire des Réunionnais mérite mieux que cela. En effet, le passage devant l'obélisque de la rue de la Victoire est un rituel pour quasiment chaque visite ministérielle. Aucune séquence spécifique n'est prévue. Il n'est peut être pas trop tard pour corriger l'erreur. Car nos compatriotes se sont fortement impliqués dans cette guerre lointaine entre nations européennes.

**65% d'illettrés, 50% inaptés : témoins de la misère coloniale**

C'est le 4 août 1914 que l'ordre de mobilisation générale arrive à La Réunion. En France, ce moment est immortalisé par des attroupements devant l'affiche appelant les citoyens à rejoindre les effectifs des armées de terre et de mer. Rien de tout cela à La Réunion, car l'île est plongée dans la misère coloniale. Les conseils de révi-



**Les premiers Réunionnais mobilisés sont partis sur le le Djennah, direction Madagascar avant de rejoindre Marseille puis pour beaucoup les Dardanelles.**

sion estiment que 65% des jeunes sont illettrés. C'est donc la proclamation du garde champêtre qui va annoncer l'événement à la population, au son des tambours.

Les jeunes affluent en masse vers la caserne de Saint-Denis. Mais beaucoup doivent déchanter. La malnutrition et les maladies font que la moitié des jeunes sont réformés car ils n'ont pas une constitution physique jugée

suffisante pour aller se battre. C'est un autre indice de la misère coloniale. Malgré cela, plus de 14.000 Réunionnais seront incorporés dans l'armée française. Les premières recrues embarquent sur le Djennah, cargo des Messageries maritimes. Ils arrivent à Madagascar, lieu de passage obligé de tous les mobilisés, où ils séjourneront plusieurs mois. Ils assureront la relève de l'infanterie colo-

niale, corps composé essentiellement d'engagés de France, partie sur le front occidental dès 1914.

Sur les 14.000 Réunionnais mobilisés, plus de 4.000 passeront la guerre à Madagascar pour assurer le maintien de l'ordre colonial dans ce vaste pays. 10.000 autres seront envoyés en Europe; plus de la moitié seront dans des unités combattantes.

## 12% des recrues tués

L'état-major français envoie les plus importants contingents de Réunionnais se battre aux Dardanelles. Cette région se situe en Turquie, ennemi de la France. Elle borde les détroits qui ouvrent la voie de Constantinople. Parce qu'ils viennent d'un pays où sévit le paludisme, alors les Réunionnais sont considérés plus aptes à combattre dans cette région.

Nombreux seront nos compatriotes à tomber dans cette région dont ils ignoraient souvent l'existence. D'autres mourront sur le front Ouest, ils seront de tous les combats entre 1915 et 1918.

Tous ces Réunionnais se sont engagés sans savoir ce que représentait la guerre en Europe, et sans même pour la plupart avoir posé déjà le pied en Europe. Des survivants des tranchées ramèneront avec eux le virus de la grippe espagnole. Cette maladie fit des ravages dans une population touchée par la misère coloniale. 7.000 Réunionnais moururent des suites de l'épidémie.

Une telle saignée dans une population peu nombreuse, à l'époque, est une catastrophe inqualifiable. Le pire des mépris seraient d'annoncer qu'on a pensé aux Réunionnais dans l'hommage aux Français! Dans le programme rendu public, pas un moment officiel et significatif n'a été prévu. Sur ce point, comme sur d'autres, la visite du président de la République apparaît comme une occasion ratée.

**M.M.**

## 22 août 1914: le jour le plus meurtrier de l'histoire de France

Demain, ce sera le centième anniversaire du 22 août 1914. Ce jour là, 27.000 soldats servant l'armée française sont morts dans la bataille des Frontières, principalement en Belgique. Près de la moitié des tués appartenaient à l'infanterie coloniale dont une division a été anéantie dans la seule bataille de Rossignol dans les Ardennes belges.

Le 22 août 2014, le président de la République ne sera pas sur les lieux de cette tragédie pour évoquer la mémoire de ces 27.000 combattants.

*Rachel Mnemosyne, docteure en Histoire, rappelle dans une conférence les principaux lieux d'affectation des Réunionnais mobilisés*

## 4.261 Réunionnais pour maintenir l'ordre colonial à Madagascar

«La première escale est Madagascar. Escale obligatoire, car à La Réunion, ils n'ont pas eu les moyens de s'habiller, ni de se former. Ils y resteront jusqu'à ce que le premier contingent parte en mars 1915. Cette formation aura donc duré d'août 1914 à mars 1915. Mais ils ne partiront pas tous pour la métropole. Par besoin d'hommes et de cadres, 4 261 soldats réunionnais resteront pour «garder» et continuer de «pacifier» Madagascar. Les métropolitains, qui étaient là, repartent et les Réunionnais restent. Cette présence est d'autant plus utile que l'on voit apparaître des mouvements plus ou moins secrets.»

## Le paludisme dans les Dardanelles

«Ils seront aussi en nombre sur le front d'Orient. C'est même là qu'on trouvera les plus forts contingents de Créoles. Et par Créoles, j'entends, tout à la fois, les originaires de La Réunion et ceux de la zone Antilles-Guyane. Ils sont sur ce front particulier sous des prétextes climatiques et sanitaires, que l'État-Major avait imaginés. On avait pensé, a priori, que venant d'un pays chaud, ils s'adapteraient bien aux températures «clémentes» de ces régions. Sauf qu'en hiver 1915, quand ils arrivent, ils sont confrontés à des températures de l'ordre de -5°C, ce qui est encore très froid pour eux. Cette idée préconçue sera révisée, mais on conservera quand même les Créoles sur le front d'Orient. Quant au prétexte sanitaire, il est, lui aussi, mis à mal. En effet, on avait aussi pensé que les Créoles étaient «habitues» au paludisme et, qu'en Orient, ils n'auraient pas de problèmes. Sauf que le paludisme de ces régions s'est révélé bien plus virulent que celui de La Réunion; et les Réunionnais y ont succombé autant que les autres. D'autres, enfin, se trouveront en Algérie. La guerre n'a pas touché l'Algérie. En fait ces soldats sont là en «camp d'hivernage» (dont je vous parlerai par la suite). Ils seront toutefois utilisés à calmer les divers soulèvements locaux. Ils contribuent à «pacifier» l'Algérie.»

## 54% inaptes à cause de la misère

«Le taux d'inaptes, conséquence directe de la crise sociale qui découle elle-même d'une crise politique et économique. 54%, en moyenne, sur toute la durée de la guerre. C'est énorme! Les inaptes sont ceux qui seront jugés comme tels au recrutement, et ce, selon des critères physiques bien définis. Effectivement, ce

sont des critères métropolitains qui sont calqués sur la population réunionnaise. Mais, à La Réunion, de nombreuses maladies affaiblissent des populations de cultivateurs pauvres qui travaillent dans des conditions climatiques et sanitaires difficiles. Comment en juger sans tenir compte du contexte local? Une telle

démarche semble aberrante. Toutefois ce chiffre de 54% semble trop élevé par rapport à la métropole. Du coup, à La Réunion, la population crie à la «créolophobie» sans s'expliquer la situation par une application pure et dure des critères de recrutement.»

## Édito

# Le temps de la responsabilité ?

Ce soir, François Hollande décolle de Paris pour le Sud-Ouest de l'Océan Indien. Dix heures plus tard, il se réveillera à La Réunion et non à l'Élysée. Il sera préoccupé par l'évolution du monde et la préparation de «la rentrée politique». En quoi ce déplacement dans l'Océan Indien sera-t-il source d'inspiration et d'innovation?

Tout d'abord, un événement inédit est venu bousculer une actualité mondiale linéaire et dominée par l'arrogante puissance américaine. Obama est obligé de monter au front pour tenter d'enrayer un mouvement de protestation contre l'assassinat d'un jeune par la police. Pour une fois, il n'y pas d'ennemi extérieur, réel ou imaginaire. Cette bavure policière a révélé l'état de décomposition sociale de la société américaine mais, surtout, la cristallisation de la question sociale autour du racisme anti-noir. Finie la diversion médiatique internationale, retour à la politique intérieure, réelle. Les Noirs se sentent trahis par celui qui a su utiliser la couleur de la peau pour se faire élire président. C'est parti pour durer. La démographie, les inégalités sociales et la ségrégation raciale amplifient le mouvement. D'ailleurs, on apprend que dans une génération l'Afrique hébergera un quart de la population mondiale. Huit fois la population des États Unis! On n'a pas fini de parler de l'Afrique, avec des répercussions dans tous les recoins du monde laissés dans l'obscurité par des médias blancs.

Hollande arrive justement dans la partie africaine de l'océan Indien que la France a colonisé. Une expérience positive a été initiée par des partis et organisations progressistes des Iles de l'Océan Indien afin de tenter de redresser les affres de l'esclavage et du colonialisme, en particulier, en faveur de la population d'origine africaine qui a payé un lourd tribut durant 3 siècles. La France aurait pu

prendre la tête d'un mouvement de solidarité envers cette initiative commune, elle a préféré une politique de défense des intérêts égoïstes hérités du passé. Les autres puissances se sont engouffrées dans la brèche, si bien qu'aujourd'hui, les échanges entre les îles ne représentent même pas 5% des échanges globaux. Même du temps de la colonisation, on n'avait pas un résultat aussi médiocre.

Pour l'avenir, les populations et les jeunes de nos pays qui ont subi des siècles de racisme doivent s'unir afin d'élaborer un projet de co-développement durable et solidaire qui pourrait recevoir le soutien des grandes puissances. La France peut prendre la tête d'un tel partenariat global en faisant prospérer l'initiative de Paul Vergès, un parlementaire originaire de la zone, à l'occasion de «Paris 2015». Rappelons qu'il préside l'ONERC depuis 12 ans. Ses travaux servent déjà de matrice aux politiques publiques françaises, il serait juste qu'ils soient mis également au service de nos populations voisines. C'est cela l'ère de la responsabilité: aucun groupe ne doit être exclu du progrès!

J.B.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
ÉMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

## Rentrée politique et sociale en France : situation sans équivalent depuis 1945

# «Notre système est à bout de souffle»

**L**e sondeur et président de l'institut Polling Vox, Jérôme Sainte-Marie, a évoqué au quotidien «20 Minutes», la rentrée politique et sociale de la France. Une rentrée qui a démarré à La Réunion, où plusieurs acteurs attendent des décisions concrètes face à la situation économique et sociale dégradée de l'île.



### Forte opposition des syndicats au Pacte de responsabilité, fer de lance de la politique du gouvernement.

Chiffres en berne, croissance nulle, chômage en hausse en France et à La Réunion, la situation sociale reste tendue. Pour le Jérôme Sainte-Marie, président de l'Institut Polling Fox, la rentrée politique est «explosive» mais sur le plan social, «c'est différent», car «nous sommes dans une situation qui ne connaît pas d'équivalent depuis 1945. Notre système est à bout de souffle. L'austérité va devenir une vraie réalité à partir de cette rentrée».

### Peu de chance de révolte

En dépit de ce contexte dégradé, il y a peu de chance d'avoir des mouvements sociaux, car «le chômage aug-

mente, le pouvoir d'achat stagne», d'ailleurs «la peur du chômage est un tranquilisant social», pour les salariés du privé. Pour Jérôme Sainte-Marie, «la contestation se passe aujourd'hui dans plus les bureaux de vote que sur les pavés». Les dernières élections municipales ont été l'occasion pour les Français de contester la politique du gouvernement socialiste, en élisant des maires de droite et d'extrême droite.

Dans le public, l'analyse diffère car les fonctionnaires bénéficient «d'une relative sécurité de l'emploi», pouvant les inciter à manifester. «D'autant qu'il s'agit du cœur de l'électorat de gauche», a indiqué Jérôme Sainte-Marie. Pour preuve, selon le sondeur,

le gouvernement prend d'«infinies précautions» vis-à-vis des enseignants, car François Hollande «sait qu'un blocage pourrait avoir un effet politique énorme».

### Vers un blocage politique du pays

Pour le président de l'institut Polling Vox, le plus inquiétant pour le gouvernement reste Bruxelles. En effet, la croissance nulle du second trimestre a poussé le gouvernement à revoir sa prévision de croissance pour 2014 d'1% et d'1,7% pour 2015, ce qui conduira à un déficit supérieur à 3,8% de PIB en 2014. Il dépassera encore nettement 3% en 2015.

Après avoir reçu un refus d'un délai supplémentaire pour atteindre les 3% de déficit public, la France doit s'attendre à des sanctions de la part des institutions européennes, «c'est l'Europe qui peut contraindre la France à modifier sa politique et donc entraîner un blocage politique», tel qu'une dissolution de l'Assemblée nationale, a expliqué Jérôme Sainte-Marie. Pour ce dernier, la fronde de certains socialistes est destinée à marquer leur différence, alors que le sénat devrait virer à droite.

Malgré cela, «l'étincelle» viendra de Bruxelles pour Jérôme Sainte-Marie, qui a expliqué que «le feu prendra plus à Bruxelles qu'à Paris», car «le combustible est là. Il ne reste qu'à craquer l'allumette». Pour apaiser les craintes, François Hollande a décidé de maintenir le cap de sa politique et d'engager des réformes fiscales. Il s'agira de relancer le secteur du logement et de lever les rigidités françaises.

**Céline Tabou**

## **L'Alliance dénonce un fait sans précédent, un affront aux dirigeants de notre région**

### **Didier Robert boycotte le 4ème Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission de l'Océan Indien**

**P**our la première fois, un président de Région Réunion boycottera un sommet de la Commission de l'Océan Indien. C'est encore un mauvais coup contre La Réunion. L'Alliance donne des précisions sur ce fait sans précédent.

C'est avec stupéfaction que les Réunionnais ont appris que le président de la Région a décidé de boycotter personnellement le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission de l'Océan Indien qui aura lieu à Moroni aux Comores ce samedi 23 août.

C'est la première fois dans l'histoire de la COI qu'un président du Conseil régional de La Réunion décide de boycotter le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement.

- Le premier Sommet de la COI avait eu lieu à Madagascar en mars 1991. Le Président du Conseil régional Pierre Lagourgue avait participé à cet événement aux côtés du Premier ministre français Michel Rocard ;

- Le second Sommet de la COI s'était déroulé à La Réunion en décembre 1999. Paul Vergès, président du Conseil régional, et Jean-Luc Poudroux, président du Conseil général avaient participé à ce Sommet aux côtés du président de la République française, Jacques Chirac ;

- Le 3ème Sommet a eu lieu à Antananarivao à Madagascar en juillet

2005. Paul Vergès, président du Conseil régional, et Nassimah Dindar, présidente du Conseil général ont participé à ce Sommet aux côtés du chef de l'Etat français, Jacques Chirac.

La décision prise aujourd'hui par Didier Robert apparaît incompréhensible. Si c'est pour montrer une hostilité vis à vis du président de la République française, François Hollande, pourquoi choisir de ne pas participer au Sommet de la COI et de ne pas se rendre aux Comores pour une question franco-française alors que Didier Robert participera à la visite de François Hollande à La Réunion ? Depuis quand les relations internes à un pays doivent-elles compromettre les relations avec les pays étrangers quand l'enjeu est si important ?

Comment Didier Robert peut-il ne pas voir l'affront qu'il fait à la présidence malgache qui assure actuellement la présidence de la COI et l'affront fait à la présidence de l'Union des Comores qui accueille ce Sommet ? Comment peut-il ne pas voir l'affront fait à tous les chefs d'Etat ou de Gouvernement qui seront tous présents ?

Comment peut-il justifier son refus de se rendre aux Comores où il n'est

jamais allé alors qu'il se rend par exemple régulièrement aux Seychelles ?

Mais surtout le caractère le plus grave de cette décision de Didier Robert, c'est que l'affront volontaire fait aux 5 chefs d'Etat ou de Gouvernement ne sera pas de sitôt oublié. C'est ce qui restera dans l'esprit de chacun des responsables de ces Etats.

Comment les déclarations de Didier Robert affirmant vouloir développer la coopération régionale peuvent désormais être crédibles auprès de ceux qu'il a décidé d'ignorer et qui sont les responsables suprêmes des décisions en matière de coopération régionale ? Comment le prendre au sérieux alors qu'il choisit de boycotter l'instance la plus élevée de la COI, sans tenir compte de l'intérêt de la Réunion ? Le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la COI constitue en effet une occasion historique pour donner une nouvelle impulsion à la coopération régionale et pour faire avancer les dossiers stratégiques dans l'intérêt des peuples.

La décision de Didier Robert n'est pas de nature à accroître l'autorité de La Réunion au sein de la COI.

## **Pour un report de la route en mer dévoreuse de crédits**

L'aveu récent de la commune de Saint Denis selon lequel la NRL nécessite, pour la Région une participation supplémentaire de 174 millions d'euros afin d'aménager et de désengorger l'entrée nord du chef-lieu.

Contrairement à l'affirmation de certains, la NRL seule ne pourra donc évidemment pas supprimer les embouteillages d'entrée de ville. On peut se demander quelles autres mauvaises surprises viendront encore demain accroître le coût de cette voie dévoreuse de crédits ? Nul ne peut prédire avec certitude que la NRL résistera aux aléas de notre océan aggravés par le réchauffement climatique !

Les comptes de la Nation ne peuvent que bénéficier d'un report de ce chantier en mer. Ce sursis sera mis ici à profit pour réorienter les fonds vers un projet plus durable. L'appétit financier reste encore malheureusement ici le moteur du projet de NRL et dénature l'intérêt public.

Sachez qu'en l'état la Région ne pouvant déjà pas financer les deux voies du TCSP de la NRL, sera incapable s'assurer son évolution en « réseau de transport guidé », pourtant inscrit aux accords de Matignon. Ce dernier est comme on sait, la condition du financement européen que nous serions demain s'il le fallait, incapables de

rembourser.

Ces budgets européens, nationaux et régionaux seront mieux utilisés si nous prenons le temps d'étudier enfin une solution terrestre et écologique. L'enjeu est tel qu'une décision urgente s'impose : le gouvernement peut encore renégocier un « Matignon 3 ». Je veux croire, Monsieur le Président, que ma doléance saura rencontrer votre propre analyse de nos besoins et intérêts. Je vous adresse mes vœux de succès dans cette tâche et l'expression de ma plus haute considération.

**Maurice Soubou**

# Le Collectif réunionnais « Pour la paix en Palestine » interpelle François Hollande

**Le Collectif propose à François Hollande des mesures pour faire cesser la guerre en Palestine.**

Au vu des massacres perpétrés à GAZA, Le RASSEMBLEMENT POUR LA PAIX EN PALESTINE qui s'est tenu le 9 Août dernier à Saint-Denis, à l'initiative du Collectif Réunionnais pour la Paix en Palestine, a marqué une large et remarquable convergence des tous les secteurs de la société Réunionnaise en faveur de la paix en Palestine.

Ce rassemblement a notamment permis de souligner une unité de vue sur la nécessité d'un soutien actif de la société civile, aux plans national et international, pour obtenir les mesures indispensables à la construction d'une paix juste et durable dans le cadre de la légalité internationale et spécialement :

- l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza;
- l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem;
- la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza;
- des sanctions immédiates et effectives contre Israël jusqu'au respect du droit international;
- le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale, ce qui doit passer par une reconnaissance pleine et entière, par les différents États et par l'ONU, des droits du peuple Palestinien.

A la suite de cette démarche citoyenne, le collectif a décidé de poursuivre son action au travers de nouvelles initiatives, faisant le consensus de ses membres et des associations ou organisations nouvelles qui voudraient s'y joindre sur la base de la plateforme initiale.

Dans les circonstances présentes, alors que le Moyen-Orient se trouve ensanglanté par d'autres conflits, le Collectif tient d'abord à marquer sa solidarité à l'égard des minorités chrétiennes et yézidiées persécutées en Irak par des forces se réclamant abusivement de l'Islam.

Il appelle à amplifier l'action internationale concertée pour sauver les vies humaines et pour rétablir les minorités dans leurs droits, à signer les pétitions en ce sens, et à répondre aux appels aux dons des ONG reconnues pour aider les réfugiés.

En ce qui concerne la situation en Palestine et spécialement à GAZA où l'agression Israélienne en territoire occupé et sous blocus depuis huit ans se poursuit, alors que l'inaction de la communauté internationale, et notamment de l'EUROPE et de la France, apparaît particulièrement coupable au regard de la légalité internationale qui est bafouée et du nombre des victimes civiles, les membres du Collectif s'accordent pour :

- demander à la société civile réunionnaise d'apporter son soutien aux initiatives de solidarité qui sont proposées par diverses organisations en faveur du peuple Palestinien :

- en signant les pétitions en ligne soumises à leur approbation;

- en répondant aux appels aux dons ou à la solidarité lancées en faveur de la population civile de GAZA et de l'ensemble des territoires illégalement occupés

par l'Etat d'Israël en violation des résolutions de l'ONU et du droit international;

- en organisant publiquement le boycott des produits des firmes se rendant complices de la colonisation des territoires occupés;

- de demander aux collectivités locales et aux élus de la Réunion, de saisir l'opportunité de la prochaine visite du Président de la République pour interpeller nos instances gouvernementales et exiger de leur part une action enfin juste, équilibrée et conforme au droit international :

- En reconnaissant les droits du peuple Palestinien et d'abord en commençant par assurer une protection internationale aux populations civiles de GAZA et en mettant fin à un long blocus qui perdure;

- En mettant fin également à l'agression de l'Etat d'Israël en Cisjordanie, à Jérusalem et à GAZA;

- En appliquant jusqu'au respect du droit international, un embargo sur les armes et des sanctions économiques à l'égard d'Israël, notamment en suspendant l'accord européen d'association avec Israël qui accorde à ce pays des avantages économiques substantiels, cet accord devant, selon ses termes, être conditionné par le respect des droits humains, et ces droits étant manifestement méconnus par Israël, avec la colonisation des territoires occupés et la construction illégale d'un mur de la honte visant à séparer les populations.

## Monsieur le président arrêtons la course folle de la NRL !

En demandant au Préfet de déclarer l'ouverture de quatre nouvelles carrières en «Projet d'Intérêt Général» (PIG) afin de passer outre l'avis des élus et riverains, la Région apporterait la preuve que la «Déclaration d'Utilité Publique» (DUP) a été accordée à tort à la NRL par le Préfet en 2012.

De fait, ce que tout le monde savait, mais que la Région négligeait, elle le confesse au grand jour aujourd'hui: il n'y a pas assez de matériaux à La Réunion pour son projet de route en mer! Pourtant lors de l'enquête publique, elle

nous assurait que le Schéma Départemental des Carrières (SDC) offrait les ressources suffisantes dans l'île. Elle continue aussi de marteler qu'il n'y aura pas d'importation d'enrochement. Son dossier d'enquête publique pour la DUP se révèle aujourd'hui finalement incomplet voire trompeur sur la disponibilité des matériaux en quantité comme en qualité. L'étude d'impact, à son tour, déjà approximative sur les questions de transport et d'environnement, perd dès lors encore plus de sa crédibilité. Cela ruine les fondements

mêmes de la «déclaration d'utilité publique» de la NRL.

Malgré les efforts de la Région pour faire croire à un soutien populaire, vous n'ignorez plus que la NRL est aujourd'hui largement contestée dans l'opinion. Une douzaine de recours sont en instruction au TA. Le moment n'est-il pas venu d'arrêter cette course folle vers une catastrophe annoncée?

**François Payet**  
ingénieur civil architecte

## C'en est trop!

# Le couteau sans lame, auquel il manque le manche

Illumination. Vers 1717, le «maître de 'mu'» est intronisé au Temple-de-l'ombre-des-pins, le treizième relais de poste de la route du Tokaido. Il s'attribue le nom de Hakuin. En japonais, «Haku» signifie «blanc», et «in»: «se cacher». Il est le blanc qui se cache dans le blanc. Les crânes chauves, «blanchis», traditionnellement représentent l'extinction du désir, le nirvana. Au moment de la mort de Bouddha Sakyamuni, selon certains sutras, deux arbres shala se desséchèrent et blanchirent à leur tour. Le nom de Hakuin fige le maître en zazen au pied des shala: blanc parmi le blanc, invisible crâne, la mort en vue.

Le stade de l'illumination appelle le suivant: celui de la transmission. Il s'agit de remettre la lampe de la connaissance intérieure.

Cette question de la transmission est au cœur de la conception du bouddhisme tch'an, et zen. Bodhidharma, le dernier disciple de Bouddha, aux dires de la tradition, a bénéficié de l'enseignement oral et direct de Gautama en l'absence de tout autre: dépositaire de fait de ce qui ne pouvait s'écrire. La venue d'Inde en Chine du patriarche, les mains vides, sans textes sacrés, a fait l'objet de commentaires sans nombre.

Hakuin représente au lavis Bodhidharma sous l'aspect d'une branche fleurie, délicate, accompagnée du poème suivant:

«Les premières fleurs de prunier  
Manifestent clairement  
La signification du patriarche  
Venant de l'ouest.»

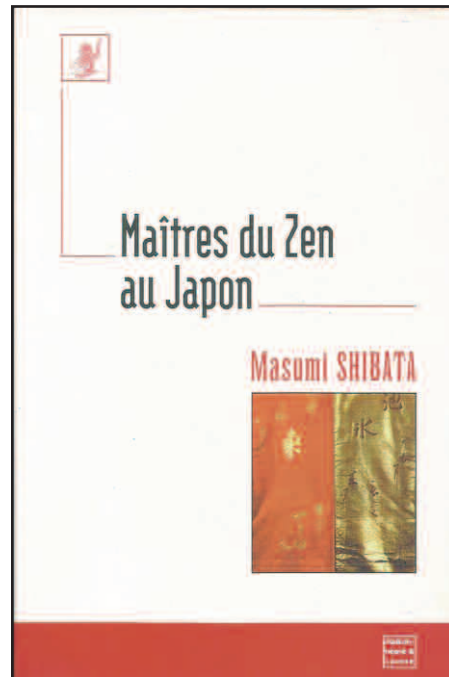
La moindre petite chose de ce monde, une branche en fleurs, une brindille, indique la Voie de Bouddha et accompagne sur le chemin à parcourir.

Le zen pour Hakuin, c'est un peu le trésor enterré dans un cimetière: pour le découvrir, il faut vider quelques tombes.

La branche rinzaï, proche en cela de la tradition taoïste, a recours à des voies non conventionnelles, voire véhémentes, afin de briser l'attitude déferente des étudiants et les aider à se libérer du moule et des modèles. Hakuin franchit les bornes. Lin-Tsi disait: «Lorsque vous rencontrez un Bouddha, tuez-le!» À la question: «Qu'est-ce que le Bouddha?» Yunmen

répond: «Un bâton à fouiller la merde.» La caricature n'est pas seulement partie intégrante du Zen, elle en constitue la racine principale, celle qui s'élève jusqu'à la branche la plus haute.

Le recueil de «La Bouilloire de la non-présence (Orade Gama)», publié en 1748, est destiné en grande partie au Seigneur Nabeshima de l'île de Kyushu. Hakuin le somme d'investiguer la nature unique du «mu» avec le même courage que celui d'un guerrier solitaire qui franchit les lignes ennemies.



**Maîtres du Zen au Japon de Masumi Shibata, éditions Maisonneuve & Larose.**

Un shogun, rapporte-t-on, s'est rendu au monastère du maître lui demander ce qu'est l'enfer, et ce qu'est le paradis. Hakuin le toise et le traite d'infirmes, de grossier, de borné, «Tu ne connais même pas la doctrine du bouddhisme et tu viens me questionner! Comment tes vassaux peuvent-ils obéir à un tel baudet? Tas de foin!» Le seigneur se contient au début, et n'y tenant plus, tire son sabre pour s'élaner sur le maître qui s'enfuit. Acculé, dos au mur, sabre au clair pointé sur lui, Hakuin lève le doigt: «Ça, c'est l'enfer!» Et comme le Seigneur marque un temps d'arrêt, il ajoute: «Et ça, le paradis...» C'est la méthode du maître.

Aux quidams qui lui demandent conseils, il répond par le nom d'une plante sauvage dont il énumère les propriétés, il en tisse un recueil de poèmes: «Fleurs élancées».

Hakuin se saisit de l'interlocuteur dans le but de lui apporter ce dont il a le plus besoin pour parfaire sa nature de bouddha. Les calligraphies dont il se répand, aux traits fluides et grotesques - surprenants, selon la formule de Kazuaki Tanahashi, «n'évitent pas la laideur, mais la pénètrent», elles sont de véritables objets de méditation.

À travers le terrible portrait qu'il fait de lui, les yeux menaçants, le bâton dans la main, Hakuin témoigne de son style d'enseignement basé sur le dépassement de la dualité entre l'observateur et l'objet perçu, entre disciple et maître. L'univers entier tient dans ce regard - et avec quelle vigueur!

Cependant, pour instruire, il a recours à un autre koân que celui de «mu». Il crée le koân du «son d'une seule main (Sekishu no onjō)». Il s'en explique dans un récit autobiographique appelé «Du lierre sur un mur»: «Depuis 5 ans, j'utilise une autre méthode. Je demande à chacun d'écouter le son d'une seule main. Cela diffère radicalement de mon enseignement précédent. Il est beaucoup plus facile aux gens de comprendre la question. Dans de telles conditions je conseille sans cesse à quiconque de se concentrer sur ce koân»: à vous d'écouter le son d'une seule main.

À l'autoportrait aux yeux globuleux, il en substitue alors un autre: celui où, paupières closes, il montre la paume d'une seule main comme pour dire «Assez!», en cette même posture précisément qui voit en Inde Shiva Nataraja suspendre le monde.

**Jean-Charles Angrand**

->Pour cheminer: Recueil tch'an du crabe à huit pattes (introduction au bouddhisme tch'an) de Jean-Charles Angrand, aux éditions You-Feng (librairie-éditeur), Paris, 1999.

# Otè!

## Si sé arienk pou désalé, la pa bézoin anvoy bann éstazyèr dan La Frans !

**Matant Zélida la ékri Justin:**

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, Vi koné la rantré i tard pa arivé, isi konm la-ba dann la métropol. Vi koné osi nana in bann amontrèr lékol i sort ariv La Rényon? Mèrsi la métropol pou donn l'instriksion bann znfan La Rényon! Vi koné osi nan par-la soisann troi profésèr stajyèr lokal la parti fé zot éstaz dan la métropol. Mèrsi la métropol pou bien okip la formasyon nout zènès! Mi san out ti pé d'san apré bouyi, mé mi konpran pa pou kosa. Pars si bann zènn métro i vien isi pou travay, sé zot droi: zot lé fransé kant mèm, épi zot na déza in parkour donk zot v'amenn isi zot konésans, zot rouvèrtir léspri. Pou lo bann éstajyèr lokal, mi pans sar myé pou zot vi k'va rouvèr in pé zot léspri, zot kiltir épi zot va sort in pé dann la jip zot momon. Mi pans sa va fèr azot di bien! Tok! Pran sa pou toi!*

**Justin la fé pou répons:**

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, Moin té sir ou té i sava ékri amoin in n'afèr konmsa, pars vi koné moin lé pa dakor ditou sanm sak ou i ékri. Pou komansé, mi pans mon parti na rézon kan li domann in moratoir pou bann jenn rényoné na zot diplom l'inivèrsité-dizon zot lo mastèr- pou aprann lo métyé d'amontrèr isi. Mi kroi zot i pé bien aprann métyé-la provi k'zot lé bien suivi, épi zot na kouraj, épi zot i désid fé avèk kèr so métyé d'amontrèr. Konm k'i di, lo pli bo métyé nana dsi la tèr. Donk la pa bézoin fé l'inportation bann z'amontrèr konm i fé shak ané...Par l'fète si mi tronp pa, Maurice laba, bann profésèr lé morisien é moin la zamé tro antann bann morisien i réklam bann profésèr anglé an gran kantité... Aprésa pou bann éstajyèr La Rényon, mi pans pa, si zot i vé alé déor pou amélyor azot l'androi zot i doi alé sé dan La Frans, pars an Erop nana in bonpé péi l'amontraj lé méyèr ké dan La Frans-zistoman l'OCDE i sort pibliy son klasman ébin sète La Frans la pa amélyoré!-. Dabor pou kosa i fors azot alé? Isi i gingn pa bien aprann lo métyé d'amontrèr? Mi pans pa ké zot va myé aprann laba... Lo voiyaz i form la zènès, sa lé vré, mé la pa arienk lo voiyaz dan La Frans é si sé arienk pou zot désalé, mi pans pa na solman l'éstaz dan La Frans pou désal azot konm k'i fo. Tok! Pran sa pou ou!*

**Justin**

NB Par l'fète mi sort antann dann télé lo bann éstaz lé tèlman bien roganizé dan La Frans ké dann sèrtin l'androi bann éstazyèr lé dann dé Lisé an mèm tan, a plis san kilomète inn dé l'ot. Ou i parl d'in kastèt pou zot! Moin la vi galmn dann zournal in jenn rényoné l'avé poin larjan pou alé dan La Frans é demoun té blijé domann siouplé pou li. In bon léspèryans an vérité!